



56



57

56 Le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy discute avec la Cambodgienne Tun Channareth, qui a survécu à l'explosion d'une mine antipersonnel. Cette rencontre a lieu le 4 décembre 1997, après l'adoption du Traité d'interdiction des mines à la conférence d'Ottawa. Des représentants de 122 pays ont signé le Traité, aussi connu sous le nom de Convention d'Ottawa, qui interdit l'utilisation de mines antipersonnel. (Source : AFP/Getty Images/Dave Chan)

57 À l'occasion d'une mission commerciale d'Équipe Canada en Russie, en février 2002, l'astronaute canadien Chris Hadfield montre au premier ministre Jean Chrétien et à plusieurs premiers ministres provinciaux une maquette de la station spatiale internationale. De gauche à droite : Bernard Lord, premier ministre du Nouveau-Brunswick, Pat Binns, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, le premier ministre Jean Chrétien, l'astronaute Chris Hadfield, et Ralph Klein, premier ministre de l'Alberta. (Source : Presse canadienne/Fred Chartrand)

Les négociations de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui mobilisent une équipe de près de 100 agents jusqu'à son entrée en vigueur en 1989, sont suivies de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain en 1992. Au même moment, les négociateurs commerciaux canadiens sont très actifs sur la scène internationale. Forts du soutien du ministre du Commerce John Crosbie, ils deviennent des acteurs clés de la transformation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce – l'ensemble des règles régissant le commerce mondial depuis 1947 – en une organisation moderne résolument tournée vers l'avenir, soit l'Organisation mondiale du commerce. Selon l'analyste commercial Michael Hart, le Ministère participe alors à la coordination d'une « révolution de la politique commerciale ».

Les effets de cette révolution sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont importants. Les initiatives commerciales ambitieuses de M. Mulroney convainquent le Ministère de consulter les intéressés au pays et l'encouragent à s'ouvrir et à devenir plus transparent que jamais. À la fin des années 1980, le Ministère a formé 15 groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur, établi un comité consultatif sur le commerce extérieur de 40 membres et mis sur pied un mécanisme formel de consultation des provinces. Il publie aussi régulièrement des rapports et des statistiques commerciales, qui seraient demeurés classifiés seulement quelques années auparavant.

Le programme commercial du Ministère l'amène à se rapprocher des intérêts économiques intérieurs du Canada, renforçant son statut à Ottawa. Par ailleurs, sous M. Mulroney, des ministres d'expérience accèdent au poste de ministre du Commerce, qui gagne en prestige. M. Mulroney y nomme d'abord James Kelleher, un ministre de second rang, puis en juillet 1986, l'économiste Pat Carney, première femme à accéder